



Assemblée générale

Distr.
GÉNÉRALE

A/49/7/Add.1
15 décembre 1994
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Quarante-neuvième session
Point 107 de l'ordre du jour

BUDGET-PROGRAMME DE L'EXERCICE BIENNAL 1994-1995

Projet de système intégré de gestion

Deuxième rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires

1. Le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a examiné le sixième rapport intérimaire du Secrétaire général sur le projet de système intégré de gestion (SIG) (A/C.5/48/12/Add.1) et le rapport de suivi sur le SIG (A/C.5/49/41). Au cours de l'examen qu'il a consacré aux rapports, le Comité consultatif s'est entretenu avec des représentants du Secrétaire général, qui lui ont fourni un complément d'information.
2. Aux paragraphes 1 à 6 de l'introduction à son rapport publié sous la cote A/C.5/49/41, le Secrétaire général fournit des informations sur les faits nouveaux qui l'ont amené à présenter ses rapports sur le SIG. Comme il y est indiqué, dans son sixième rapport intérimaire (A/C.5/48/12/Add.1), le Secrétaire général a présenté à l'Assemblée générale un plan détaillé pour l'achèvement du système et sa mise en application dans toute l'Organisation d'ici à la fin de 1997, tandis que dans son rapport de suivi (A/C.5/49/41), le Secrétaire général demande l'ouverture d'un crédit additionnel de 7 337 200 dollars pour couvrir l'augmentation nette totale du coût du projet en 1994-1995.
3. Comme il est indiqué au paragraphe 4 du rapport de suivi, le Comité des commissaires aux comptes a, à la demande de l'Assemblée générale, effectué un audit spécial du projet de SIG; ses conclusions et recommandations figurent dans le document A/49/680. Le Comité consultatif note que certaines mesures ont déjà été prises pour donner suite aux conclusions et recommandations du Comité des commissaires aux comptes (voir A/C.5/49/41, par. 8). Ayant examiné la question des ressources supplémentaires demandées pour le SIG en 1994-1995, le Comité consultatif a pris note avec un intérêt particulier de l'avis du Comité des commissaires aux comptes selon lequel "la démarche qui a présidé à l'établissement des prévisions révisées était rationnelle".
4. Aux paragraphes 9 à 16 de la section III du rapport de suivi, le Secrétaire général fournit des renseignements sur la mise en application du module 2



(Personnel), du module 3 (Finances, achats et voyages) et du module 4 (États de paie) au Siège et dans les bureaux hors Siège. Le Comité a été informé que, depuis juin 1994, les activités ci-après avaient été menées à bien :

a) Les dossiers de tous les fonctionnaires inscrits sur les états de paie du Siège ont été introduits dans le SIG;

b) Les dossiers de toutes les personnes à charge des fonctionnaires ont été rassemblés, l'admissibilité au bénéfice des prestations pour charges de famille a été vérifiée pour les trois dernières années, les données ont été introduites dans le SIG et l'opération d'ajustement des états de paie est achevée;

c) Le nombre de fonctionnaires dont la nomination avait expiré a été ramené de 1 515 à la fin de juillet 1994 à 247 à la fin de novembre 1994;

d) Les données relatives aux postes ont été mises à jour dans le SIG, ce qui a permis de ramener le nombre de postes en attente de régularisation de 870 à la fin de mai 1994 à 20 à la fin de novembre 1994;

e) Le nombre d'erreurs relevées dans le tableau d'effectifs a été ramené de 2 509 à la fin de juillet 1994 à 366 à la fin de novembre 1994;

f) Les directives concernant les procédures appliquées à la gestion du personnel affecté à des missions hors Siège ou recruté à cette fin ont été rationalisées et clarifiées;

g) Les pouvoirs délégués aux services administratifs ont été accrus dans le domaine de l'administration du personnel, et ce, grâce aux instruments de contrôle qu'offre le SIG;

h) Des opérations de vérification sont maintenant effectuées sur une base quotidienne pour déterminer quelles sont les nominations qui viennent à expiration, quels sont les postes qu'il faut régulariser et quelle est la situation en ce qui concerne l'occupation des postes;

i) Des nouveaux programmes ont été établis pour traiter simultanément un grand nombre de prorogation de contrats et de renouvellements des nominations des titulaires des différents postes.

5. Le Comité a soulevé un certain nombre de questions en ce qui concerne l'état d'avancement des travaux mentionnés ci-dessus et en particulier à propos des éléments mentionnés aux alinéas c) à g) ci-dessus. En réponse à ses questions, le Comité a été informé que les cas de nominations en attente de prorogation, de postes en attente de régularisation et d'erreurs relevées dans le tableau d'effectifs résultaient essentiellement du taux de rotation élevé des fonctionnaires affectés à des opérations de maintien de la paix et du nombre élevé de postes créés pour ces opérations, qui doivent être constamment régularisés à la suite du renouvellement des mandats, pour des durées parfois relativement courtes, des opérations de maintien de la paix. Le Comité a été informé que le nombre de ces cas serait réduit encore d'ici la fin de 1994.

/...

6. Le Comité a demandé des renseignements au sujet des systèmes d'automatisation mis au point dans la Division de l'administration et de la logistique des missions du Département des opérations de maintien de la paix, de leur coordination avec le SIG et de leur intégration au Système. Le Comité a été informé qu'en raison de l'augmentation du volume des opérations et du fait que le SIG n'était pas encore opérationnel en 1992, la Division avait commencé à mettre en place trois systèmes d'automatisation dans ses missions : un système pour les achats, un pour la comptabilité et un pour les états de paie. Le Comité a également été informé que la coordination entre le personnel de la Division et celui du SIG est maintenant assurée de manière à veiller à la compatibilité intégrale des données et des systèmes et que toutes les données concernant les finances, les achats et le personnel, à l'exception, pour l'instant, du personnel recruté localement, seront dès que possible regroupées et intégrées grâce au SIG. Les renseignements détaillés qui ont été fournis au Comité sur la question figurent à l'annexe I du présent rapport.

7. Le Comité a également reçu un graphique faisant apparaître le nombre effectif des opérations enregistrées grâce au SIG au cours de la période allant de septembre 1993 à novembre 1994. Le graphique est reproduit à l'annexe II.

8. Comme il est indiqué au paragraphe 20 de son dernier rapport (A/C.5/49/41), le Secrétaire général demande l'ouverture d'un crédit additionnel de 7 337 200 dollars, dont 2 872 800 dollars pour la maintenance, pour couvrir l'augmentation nette totale du coût du projet en 1994-1995. Le montant total des ressources nécessaires pour 1996-1997 est estimé à 12,8 millions de dollars, dont 3,9 millions de dollars pour la maintenance (voir A/C.5/48/12/Add.1). En ce qui concerne la période postérieure à 1997, le Comité a été informé qu'un projet est actuellement en cours d'élaboration afin d'établir des paramètres permettant d'estimer les besoins futurs en matière de maintenance. Le Comité compte, à ce propos, que les résultats de ce projet seront indiqués dans le prochain rapport du Secrétaire général sur le SIG.

9. Le Comité note que, d'après le résumé qui figure au début du sixième rapport intérimaire, "s'il est décidé d'attendre le prochain exercice pour débloquer les ressources prévues au budget de l'exercice en cours, l'installation du système dans les bureaux extérieurs sera retardée, ce qui aura pour effet d'aggraver encore la situation budgétaire : le montant des crédits à prévoir devra en effet être majoré de 3 millions de dollars". En réponse à ses questions, le Comité a été informé qu'au cas où l'installation du SIG serait retardée, la stratégie à adopter devrait être la suivante :

a) Il faudrait concentrer les efforts sur l'achèvement et l'installation du module 3 (Finances, achats et voyages) au Siège;

b) Il faudrait reporter le début de la mise au point du module 4 (États de paie) aux premiers mois de 1996. Cela aurait pour effet d'augmenter sensiblement le coût des services contractuels de mise au point, étant donné qu'il ne serait pas possible de maintenir les tarifs actuels et que les fournisseurs au fait des applications ne seraient plus disponibles. Cela suppose également qu'il faudrait différer l'achèvement du projet jusqu'au milieu de l'année 1998, ce qui entraînera des dépenses de personnel supplémentaires;

/...

c) Il faudrait différer l'installation des modules 1 (Gestion du personnel) et 2 (Prestations dues au personnel et recrutement) dans les bureaux hors Siège. Cela entraînerait des dépenses supplémentaires du fait qu'il faudrait maintenir en fonction, pendant plus longtemps, l'équipe chargée des données relatives aux ressources humaines;

d) Il faudrait différer l'application du SIG aux activités de maintien de la paix.

10. Le Comité consultatif note que, d'après le texte du résumé qui figure au début du sixième rapport intérimaire (A/C.5/48/12/Add.1), bien que le SIG n'ait pas été conçu comme un projet destiné à comprimer les coûts, il permettra de réaliser des économies, mais les avantages qu'il présente à cet égard sont difficiles à quantifier en termes monétaires, car dans la plupart des cas ils sont impossibles à mesurer au niveau d'une fonction ou d'une unité administrative. Au cours de ses délibérations, le Comité a toutefois été informé qu'on peut s'attendre à réaliser des économies, imputables directement au SIG, en termes de dépenses de personnel dans le domaine de la comptabilité et des états de paie et, éventuellement, dans les services administratifs. Le Comité consultatif recommande que le Secrétaire général étudie la question, afin d'identifier les domaines dans lesquels l'Organisation pourrait réaliser des économies grâce aux avantages qu'offre le SIG et de déterminer l'importance de ces économies, et présente des informations à ce sujet dans le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1996-1997 et dans son prochain rapport sur le SIG.

11. En réponse à ses questions, le Comité a été informé que sur le crédit additionnel d'un montant de 7,3 millions de dollars demandé pour l'exercice 1994-1995, un montant de 1 million ne sera pas engagé avant janvier 1996. Le Comité recommande donc, à ce stade, que l'Assemblée générale approuve des ressources additionnelles d'un montant de 6 337 200 dollars au titre des SIG pour l'exercice biennal 1994-1995, sous réserve des procédures régissant l'utilisation et le fonctionnement du fonds de réserve. En outre, il faudra autoriser le Secrétaire général à engager les dépenses de 1 million de dollars prévues pour 1996.

12. Comme indiqué ci-dessus, la demande d'ouverture de crédits additionnels au titre de l'exécution du projet de SIG en 1994-1995 relève de la procédure arrêtée par l'Assemblée générale dans sa résolution 41/213 concernant le fonctionnement du fonds de réserve. L'état récapitulatif de toutes les incidences sur le budget-programme ainsi que les prévisions révisées, qui sont actuellement en cours d'élaboration par le Secrétariat, permettront d'identifier les économies résultant de la réaffectation de crédits prévus pour des activités de moindre priorité ou du réaménagement d'activités approuvées. Le Comité compte que cela permettra de réduire au minimum toute augmentation des contributions des États Membres pouvant résulter de l'approbation des ressources additionnelles demandées pour le SIG en 1994-1995.

/...

Annexe I

INTÉGRATION DU SIG ET DES SYSTÈMES UTILISÉS PAR LA DIVISION
DE L'ADMINISTRATION ET DE LA LOGISTIQUE DES MISSIONS

1. Le volume de ses opérations ayant augmenté sensiblement, la Division de l'administration et de la logistique des missions a dû, en 1992, automatiser d'urgence son administration sur le terrain. Le SIG n'étant pas encore opérationnel à l'époque, la Division a, en consultation avec l'équipe du SIG, le Service des achats et des transports et la Division de la comptabilité du Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité, commencé à installer trois systèmes dans ses missions : un système pour les achats, un pour la comptabilité et un pour les états de paie.

2. Le progiciel d'achat Reality était une version plus puissante d'un système utilisé par le Service des achats et des transports. On a donc fait l'acquisition du nouveau système aussi bien pour le Service des achats et des transports au Siège que pour la Division de l'administration et de la logistique des missions. La mise au point d'une nouvelle version de ce progiciel sur la même plate-forme technique que le SIG (UNIX/Sybase) a amené à décider d'intégrer ce progiciel au SIG. Le contrat, qui est actuellement à la signature, porte également sur l'utilisation de la nouvelle version par la Division de l'administration et de la logistique des missions. Un groupe de travail mixte des achats, composé de représentants du SIG, de la Division de l'administration et de la logistique des missions et du Service des achats et des transports, a été créé pour veiller à l'exploitation cohérente du logiciel à l'échelle de l'Organisation et pour créer un système commun de catalogage pour les achats de biens et de services, qui servira également de base à la gestion du matériel et à l'entreposage aussi bien au Siège que sur le terrain. Dans le cadre du SIG, le système Reality est en train d'être pleinement intégré au système comptable, de manière à pouvoir vérifier si l'on dispose de fonds suffisants à compter du moment où une demande de fournitures de biens ou services est établie. Les demandes de fournitures ou de services établies sur le terrain par la Division de l'administration et de la logistique des missions pour des achats devant être effectués à partir du Siège grâce à ce logiciel seront introduites dans le SIG au Siège pour vérifier si des fonds suffisants sont disponibles avant de continuer à traiter les demandes en question.

3. Le système comptable a été installé sur le terrain par la Division de la comptabilité du Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité. Certains membres de la même équipe s'emploient actuellement à analyser l'usage qui sera fait du module 3, et à intégrer le système utilisé sur le terrain au SIG. Une fois que le module 3 sera opérationnel, le système utilisé sur le terrain sera virtuellement compatible avec le SIG. Une fois que le SIG aura été installé dans les bureaux hors Siège, le Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité, en coordination avec la Division de l'administration et de la logistique des missions, compte passer progressivement à l'installation des modules comptables du SIG dans les principales missions sur le terrain, le système comptable utilisé sur le terrain continuant, nécessairement, à être utilisé dans les missions de moindre envergure. Une stratégie analogue est envisagée pour le système des états de paie.

/...

4. Aucun système "personnel" n'a initialement été installé dans les missions de maintien de la paix. Plusieurs systèmes ont été mis au point sur place. Récemment, la Division de l'administration et de la logistique des missions a décidé de retenir un seul système, qui serait utilisé dans toutes les missions. Il a été convenu avec l'équipe du SIG qu'à partir du début de 1995, et avant qu'il ne soit installé dans d'autres missions, ce système, qui est actuellement utilisé à la FORPRONU, sera modifié pour le rendre pleinement compatible avec les définitions des données du SIG afin de faciliter les transferts de données entre les deux systèmes. En effet, le SIG ne contient que les dossiers des fonctionnaires recrutés sur le plan international inscrits sur les états de paie du Siège, tandis que les systèmes "personnel" utilisés sur le terrain contiennent également des données concernant le personnel recruté localement, les entrepreneurs et les volontaires des Nations Unies. Ces systèmes doivent répondre à des critères bien précis et notamment contenir des données relatives aux inventaires des effets personnels des fonctionnaires et aux évacuations, qui ne sont pas, actuellement, incorporées au SIG. Par ailleurs, les fonctionnaires de la Division de l'administration et de la logistique des missions et l'équipe du SIG s'emploient actuellement à déterminer comment mieux intégrer au SIG certains besoins spécifiques de la Division en ce qui concerne la gestion du personnel au Siège.

5. En résumé, la coordination entre la Division de l'administration et de la logistique des missions et le SIG est maintenant assurée de manière à veiller à la compatibilité intégrale des données et des systèmes. Les données relatives aux finances, aux achats et au personnel, à l'exception, pour l'instant, du personnel recruté localement, seront regroupées et gérées par l'intermédiaire du SIG. L'installation du SIG sur le terrain sera envisagée progressivement dans le cadre de l'achèvement de l'installation du SIG dans les bureaux hors Siège.

Annexe II

USAGE FAIT DU SIG

(Nombre d'opérations)

